

## "Conférence européenne: Pour quoi faire?" dans Le Figaro (25 novembre 1971)

**Légende:** Dans un article paru le 25 novembre 1971 dans le quotidien français Le Figaro, le professeur Raymond Aron se montre très critique à l'égard de la convocation d'une conférence européenne qui, à cause de la domination soviétique en Europe de l'Est, ne remplit pas les conditions pour une négociation équilibrée dans un cadre multilatéral.

**Source:** Le Figaro. 25.11.1971. Paris.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"conférence\\_europeenne\\_pour\\_quoi\\_faire\\_"\\_dans\\_le\\_figaro\\_25\\_novembre\\_1971-fr-6dca438c-ad09-45a4-8872-52e53879c1b6.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## Conférence européenne : Pour quoi faire ?

La conférence européenne que l'Union soviétique appelle de ses vœux depuis des années aura lieu. Nul pays ne s'oppose plus au projet et la « préparation multilatérale », pour employer le jargon des professionnels, commencera d'ici à quelques semaines ou à quelques mois. L'opinion, en France et ailleurs, manifeste une parfaite indifférence à l'égard de cette grande œuvre de la diplomatie soviétique.

Pourquoi cette indifférence ? Les affaires internationales ne retiennent l'attention du grand public qu'à la condition d'éveiller des émotions fortes : crainte d'une agression il y a vingt-cinq ans, guerre du Vietnam ou conflit du Pakistan oriental aujourd'hui. Même l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, il y a trois ans, n'a ému ni les Anglais, ni les Français, ni les Américains. Si nous laissons de côté les cas extrêmes — certains de mes correspondants qui ne s'en laissent pas conter et qui rejettent sur Washington ou sur Bonn la responsabilité de l'événement — l'opération apparut « conservatrice », en son essence et aussi en sa brutalité. Chacun garde ce qu'il a, telle serait la formule de la coexistence pacifique entre camps idéologiques. Ainsi l'Europe, il y a trois siècles, mit fin aux guerres de religion en décrétant que les frontières entre les Etats se confondraient avec les lignes de démarcation entre les confessions. Catholique ou protestant selon le lieu de naissance ou de résidence : ainsi l'exige l'équilibre qui, chacun le sait, vaut plus qu'une messe, en latin ou en français.

Paix et guerre, sentiment d'angoisse ou de sécurité naissent dans l'esprit des hommes. Le coup de Prague, en 1948, avait répandu la terreur parce que l'Europe occidentale se jugeait menacée, non parce qu'elle éprouvait une particulière sympathie pour le peuple de Masaryk. Or, à l'époque, l'Union soviétique relevait ses ruines et ne possédait pas d'armement nucléaire. Les Etats-Unis, il est vrai, selon leur coutume, s'étaient hâtés de démobiliser. Par leurs ressources économiques, ils surclassaient leur rival, mais, durant les premières semaines de la campagne de Corée, ils parvinrent difficilement à contenir les troupes d'un petit Etat, satellite à l'époque du grand frère de Moscou.

Qu'il s'agisse du produit national ou des armements nucléaires ou conventionnels, jamais l'Union soviétique n'a été aussi forte qu'aujourd'hui, absolument et relativement. Le niveau de vie y reste largement inférieur à celui des Etats-Unis, le nombre des engins balistiques intercontinentaux, que les Soviétiques ont mis en batterie dans les silos, dépasse celui des *Minutemen*, constant depuis plusieurs années (chaque engin américain contient plusieurs ogives). Ce rappel de faits connus ne vise pas à ranimer la peur, mais à souligner l'étrange contraste entre les changements du rapport de forces d'un côté, la perception du monde historique d'autre part. Tout se passe comme si les Européens se sentaient rassurés en proportion même de leur faiblesse.

Mon intention n'est pas de troubler le sommeil des uns ou la sérénité des autres. Même si les Etats-Unis accentuent leur retrait, les dirigeants du Kremlin ne lanceront pas leurs divisions blindées vers l'Atlantique. Ils ont obtenu, au cours des deux dernières années, ce qu'ils demandaient depuis plus de vingt ans, à savoir la reconnaissance explicite, officielle, par les Occidentaux des « conséquences de la Seconde Guerre mondiale », autrement dit la consécration du partage de l'Allemagne en deux Etats et des régimes établis... en Europe orientale à la faveur de la présence ou de la proximité de l'armée rouge.

La politique soviétique en Europe tient pour une part, nous dit-on, au conflit avec la Chine populaire ; admettons-le, mais n'oublions pas que les Occidentaux et non les Soviétiques, ont fait les concessions nécessaires à la stabilisation souhaitée. Je ne critique pas « l'ouverture à l'Est » du chancelier Brandt que les juges norvégiens, anticipant sur le jugement de l'Histoire, ont honoré du prix Nobel. Pour diverses raisons que j'ai indiquées dans de précédents articles, une tentative de cet ordre était devenue inévitable. Il reste, ainsi que l'a dit M. Tatu, que la stabilisation ne coûte rien aux Soviétiques et qu'elle n'apporte provisoirement rien ni aux Tchèques ni aux Occidentaux, même pas la garantie que la situation à Berlin-Ouest est définitivement « normalisée » (au sens que les Soviétiques et les Allemands de l'Est se plaisent à donner à ce mot).

L'évolution actuelle, répond-elle aux vues d'avenir du général de Gaulle ? Je me garderai d'en décider. Il me semble, malgré tout, que l'événement d'août 1968, l'entrée à Prague des troupes du pacte de Varsovie, lui

interdisait d'espérer la réalisation, du moins à court terme, d'un de ses espoirs. La détente, en effet, ne devait pas seulement, selon lui, geler le *statu quo*, la coexistence de deux blocs, la permanence de la « domination » soviétique à l'Est en même temps que de « l'hégémonie » américaine à l'Ouest. Le refus de cette hégémonie ne prenait son véritable sens qu'à la condition d'entraîner progressivement une pareille évolution de l'autre côté du rideau de fer. Or là crise tchèque révélait que les interprétations de la détente données respectivement à Paris et à Moscou différaient sur un point essentiel. Tant qu'il s'agit des mots, coexistence pacifique ou détente, nulle difficulté à l'accord. Mais en va-t-il de même lorsque l'on évoque « l'indépendance » de la Tchécoslovaquie, de la Pologne ou de la Roumanie ? Les troupes américaines ont évacué leurs bases, établies en France avec l'assentiment du gouvernement français, lorsque le général de Gaulle en fit la demande. M. Dubcek n'avait pas demandé le retour des troupes soviétiques.

Dans cette conjoncture, quels résultats attendre d'une conférence européenne ? Réduction « équilibrée » des troupes, des deux côtés de la ligne de démarcation ? Les diplomates peuvent discuter des siècles sur la notion « d'équilibre » et les diplomates français, en particulier, n'aiment guère l'éventualité d'une négociation qui se déroulerait apparemment de bloc à bloc. La dissolution simultanée des deux alliances, du pacte de Varsovie et du pacte de l'Atlantique Nord ? La dissolution n'aurait pas le même sens effectif, ici et là. La création d'un conseil paneuropéen excluant les Etats-Unis ? Etrange conseil alors que la moitié occidentale de l'Europe appartient, par son économie et son style de vie, à un autre univers que la partie orientale.

Les Européens ont le ferme propos de se rencontrer. Qu'espèrent-ils de cette rencontre ?

Raymond ARON.